

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

DATE : 21.06.2022

Le programme prévisionnel des débats pour l'exercice septembre 2022- juin 2023

Les thèmes ci après proposés s'inscrivent dans le cadre des Objectifs de Développement Durable tels qu'adoptés par les pays membres lors du sommet des Nations Unies sur le développement durable en septembre 2015.

1. Les conditions requises pour tirer profit d'un nouvel accord avec l'Union Européenne

Le projet d'accord dans le cadre de l'ALECA, en négociation entre la Tunisie et l'Union Européenne, continue à susciter un large débat entre ceux qui perçoivent l'extension de la zone de libre-échange aux services et à l'agriculture comme une importante opportunité pour accélérer le processus de développement et ceux qui considèrent qu'une telle démarche est une opération à très haut risque que le pays n'est pas en mesure d'assumer dans cette étape.

Le débat proposé devra permettre d'évaluer l'avancement des négociations, de préciser les enjeux qui se posent et de définir, à la lumière des expériences des pays qui ont récemment intégré l'Union Européenne, la démarche requise au niveau des grands dossiers objets des négociations futures, pour tirer profit du nouvel accord.

2. Le partenariat public-privé

La Tunisie a jusqu'ici faiblement exploité les possibilités qu'offre le partenariat public-privé pour passer à une vitesse supérieure en matière d'investissement et de création de richesses.

Certes, de nombreux grands projets structurants, pour un cout global de 25 milliards de dinars, avaient été inscrits dans le plan 2017-2020 dans le cadre du partenariat public-privé. La plupart d'entre eux ont été même présentés à la conférence internationale Tunisie 2020 qui s'est tenue à Tunis les 29 et 30 novembre 2016.

Les réalisations demeurent cependant décevantes. Très peu de projets ont été réalisés compte tenu des nombreux blocages ayant entravé leur réalisation.

Quels sont les blocages ? Comment les dépasser à la lumière de l'expérience des autres pays ? Quelles sont les précautions à prendre ? Telles sont les interpellations aux quelles le débat programmé devra essayer de répondre afin de rattraper le retard pris en matière de qualité de l'infrastructure en place.

3. La sécurité alimentaire

L'économie tunisienne a subi de plein fouet les effets de la crise sanitaire Covid-19 et des mesures, indispensables pour la juguler, prises par les pouvoirs publics comme la fermeture des frontières et le confinement de la population. L'agriculture a dû faire face aux mêmes difficultés. La baisse du pouvoir d'achat des franges les plus vulnérables de la population a réduit leur accès à certains produits de base. Ce sont les principales filières agricoles tunisiennes d'exportation (dattes, huile d'olive...) qui ont été les plus impactées du fait de la baisse de la demande internationale.

La menace de la crise alimentaire pouvant découler de la guerre entre la Russie et l'Ukraine et la flambée des prix des céréales sur les marchés mondiaux ont plongé le monde entier dans un état de peur.

Ces développements ont été un révélateur d'une crise plus profonde du système alimentaire et agricole qui doit faire face à des défis majeurs comme la dépendance aux marchés extérieurs pour plusieurs produits de base (céréales, soja, viande rouge, huile de graine...) et dont le dépassement nécessite une refonte à la fois du modèle technique et du pacte social entre agriculteurs et consommateurs. Une analyse prospective des défis auxquels l'agriculture tunisienne doit faire face pour être en mesure de produire plus et mieux, dans un contexte de transition, sociopolitique et environnementale, national et international, difficile est à réaliser.

4. La réforme de la fonction publique.

La modernisation de l'administration constitue un important enjeu compte tenu du lourd fardeau bureaucratique, assumé par l'entreprise, estimé à 13% de la valeur des ventes des entreprises.

De nombreuses mesures sont annoncées par le Gouvernement pour simplifier les procédures administratives et développer l'information en tant que facteur de transparence et d'amélioration de la qualité des services publics.

Quelle est la portée de ces mesures ? Quels sont les goulots et les entraves qui freinent la restructuration de l'administration ? Quelles sont les priorités et orientations pour avoir une administration plus efficace ?

5. Quelle réforme de l'enseignement supérieur et de la recherche développement pour mieux répondre aux nouveaux métiers du marché de l'emploi.

L'intelligence artificielle, la robotique ou la réalité virtuelle transforment les métiers existants et en créent de nouveaux. Comment se positionner sur les emplois d'aujourd'hui et de demain ? Quel plan d'investissement dans les compétences ? Quelles formations dispensées aux métiers du numérique ? Comment adopter un état d'esprit agile pour que les professionnels se forment tout au long de leur vie ? Ce sont les principales questions qui se posent pour une réforme en profondeur du système éducatif et notamment celui de l'enseignement supérieur et de la recherche développement.

6. Le capital investissement comme outil de financement de l'économie tunisienne.

L'économie tunisienne étant dominée par les PME, le capital investissement peut constituer un soutien fondamental de ces entreprises à leur création et tout au long de leurs perspectives d'avenir. Quels sont les atouts du capital investissement ? Quels sont les facteurs qui influencent le mécanisme décisionnel d'un capital investisseur ? Diagnostic de l'existant, des difficultés rencontrées et des perspectives d'avenir.

7. Pourquoi la transition énergétique tarde à démarrer en Tunisie ? Point de la situation et réflexion stratégique pour profiter des énergies renouvelables pour une vie meilleure.

Au cours de la dernière décennie, l'indépendance énergétique de la Tunisie s'est sensiblement dégradée, avec d'importantes répercussions négatives sur les comptes de la Nation. Plusieurs objectifs stratégiques avaient été retenus pour éviter cette situation, depuis 2009, date de l'élaboration du premier plan solaire, mais rien n'a été réalisé jusqu'à 2015 lorsque ce plan a été actualisé et les pré-requis, pour faciliter sa réalisation, ont été réunis (cadre réglementaire, cadre institutionnel, soutien technique et financier...). Des programmes d'accélération ont été décidés. Plusieurs études sectorielles et stratégiques pour la transition énergétique ont été réalisées, mais les projets de production d'électricité à partir du renouvelable tardent à être concrétisés. Où réside le problème réellement ? Quelles sont les contraintes ? Quelle est leur nature ? , Où se trouve le blocage ? Comment s'inspirer des expériences étrangères réussies pour accélérer notre transition énergétique et rattraper le retard ?

8. Eau 2050.

La Tunisie figure dans la catégorie des pays exposés au stress hydrique. Le World Resources Institut la classe à la 30ème position sur 164 pays. Le seuil du stress hydrique est sous 500 m³/hab./an et la Tunisie est à moins de 410 m³/hab./an.

Face à cette situation, comment la Tunisie pourrait-elle agir sur les moyens et longs termes pour éviter un scénario catastrophique qui mettrait à mal sa sécurité hydrique et donc alimentaire. Comment améliorer la gestion des ressources en eau, de la production à l'usage ? Quelle stratégie à mettre en place ? Quelles actions prioritaires visant à sauvegarder les infrastructures hydrauliques et la promotion du potentiel hydrique du pays ? Une grande étude stratégique, « Eau 2050 » est en cours pour sécuriser l'avenir et mobiliser le financement. Quelle garantie de résilience en attendre ?

9. L'industrie 4.0

La dernière décennie a connu une désindustrialisation subie du pays. Plusieurs réflexions ont été menées pour la relance du secteur industriel afin qu'il regagne ses positions à l'échelle internationale d'avant 2010 et même davantage. Un effort est à déployer pour transiter sérieusement vers l'industrie 4.0 et pourquoi pas vers l'industrie 5.0.

La quatrième révolution industrielle s'est concentrée principalement sur la numérisation des processus et l'utilisation de l'intelligence artificielle pour accroître la productivité et l'efficacité. L'industrie 4.0 est un véritable défi et une véritable opportunité pour l'industrie tunisienne. Comment opérer et accélérer le processus de transformation de l'industrie pour répondre aux nouveaux impératifs de "l'usine du futur" ? Quels sont les axes sur lesquels se baserait la nouvelle stratégie industrielle ?

10. Le traitement des déchets :

La Tunisie a instauré progressivement une politique de protection de l'environnement qui a évolué rapidement vers une politique de promotion du développement durable. Au cours de la dernière décennie, la Tunisie a été confrontée à des problèmes environnementaux de plus en plus complexes, liés entre autres à la stratégie de gestion des déchets, contribuant à rendre le quotidien des Tunisiens encore plus pénible. Les décharges commencent à être saturées (Sfax, Tunis, Djerba.) et le Gouvernement tarde à opter pour des solutions alternatives. Cette situation a nui au cadre de vie de la population. Quel diagnostic faire de la situation ? De gouvernance ? De moyens ? De volonté?, de civilité ? ... Quelles perspectives d'avenir ?

11. La réforme du code des change : Situation actuelle et perspectives de développement

12. L'économie informelle :

Selon les indicateurs de l'emploi informel pour l'année 2019, plus de 1.5 million de tunisiens ont travaillé dans le secteur informel. Selon l'INS l'agriculture et la pêche occupent le premier rang avec 85,6% suivi de la construction et des TP 69.2%. Cette situation risque de freiner la reprise de l'économie tunisienne. Quelles sont les réformes à engager et les mesures à prendre pour maîtriser cette économie informelle qui porte préjudice aux finances de l'Etat ?

13. Le développement local et régional

Après les événements de janvier 2011, plusieurs initiatives ont eu lieu pour un développement local intégré, le soutien du processus de la décentralisation et la création d'une dynamique économique locale génératrice d'emplois décents. Malgré ces initiatives, les inégalités régionales persistent encore. Un diagnostic de la situation s'impose pour expliquer les causes de l'échec : planification, gouvernance, participation de la société civile, aménagement du territoire... Une réflexion pour un nouvel modèle de développement et un nouveau contrat social est à approfondir. Quels sont les moyens et les outils à mettre en œuvre pour réussir le nouveau modèle de développement ? L'objectif serait que les acteurs régionaux et locaux disposent de l'autonomie de décision suffisante sur la base du principe de subsidiarité permettant d'éviter le double écueil de la centralisation à outrance ou à l'inverse de la perte de toute dimension nationale.

14. Le ressources naturelles en Tunisie ou matériaux utiles

15. la gestion des budgets par objectifs

NB: étant donnée que l'activité du forum se déroule sur 10 mois (septembre 2022- juin 2023), dix thèmes seulement seront retenus en fonction de la disponibilité des conférenciers et selon un ordre de priorité qui sera fixé par l'AGO.